

Dialogue between farm leaders from the South and the North on poverty, trade negotiations and agriculture Dialogue entre présidents d'organisations professionnelles agricoles du Sud et du Nord sur la pauvreté, l'agriculture et les négociations commerciales Diálogo entre dirigentes campesinos del Sur y Norte sobre pobreza, negociaciones de comercio y agricultura Leuven, Boerenbond, 10 october 2002

Résumé des discussions

Participants

Présidents d'organisations agricoles des pays en développement

- Mr. Nguyen Duc Trieu, Vietnamese National Farmers Union (VNFU), Vietnam
- Mr. Raul Montemayor, Federation of Free Farmers (FFF), Philippines
- Mr. Ndiogou Fall, Comité National de Concertation des Ruraux (CNCR), Sénégal
- Mr. Moussa Para Diallo, Fédération des Paysans du Fouta Djallon (FPFD), Guinée
- Mr. Jacques Bonou, Fédération des Unions de Producteurs du Bénin (FUPRO), Bénin
- Mr. Philip Kiriro, Kenya National Farmers Union (KNFU), Kenya
- Mr. Altemir Tortelli, Fetraf-Sul/CUT, Brésil
- Mr. Fernando Lopez, Comisión Nacional de Fomento Rural (CNFR), Uruguay

Présidents d'organisations agricoles des pays du Nord

- Mr. Jean-Michel Lemétayer, Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA), France
- Mr. Joao Pedro Machado, Confederaçao dos Agricultores de Portugal (CAP), Portugal
- Mme. Caroline Trapp, Lantbrukarnas Riksförbund (LRF), Suède (représentée par Mr. Staffan Nilsson)
- Mr. Gerard Doornbos, Land- en Tuinbouworganisatie (LTO), Pays-Bas
- Mr. Noël Devisch, Boerenbond, Belgique

Points discutés

1. La capacité de production agricole des pays en développement doit être encouragée pour devenir compétitive. Les agriculteurs des pays en développement manquent des technologies appropriées, d'infrastructures, de financements et de services publics valables (N. Duc Trieu, Montemayor, Bonou). Certains pays sont de plus en plus dépendants de l'importation de produits vivriers de base, principalement parce que les producteurs locaux ne sont pas compétitifs face aux producteurs étrangers, étant donné leurs bas rendements, la petite taille de leurs exploitations et les coûts de production élevés qui en résultent (Montemayor, Bonou). La négociation agricole internationale devrait se baser sur un nouveau modèle de production, fondé sur l'agriculture familiale et durable, qui utilise de technologies appropriées (Tortelli).
2. La viabilité des communautés rurales est menacée : nous sommes confrontés à un exode rural massif, à la perte de biodiversité et des savoirs traditionnels (Bonou). Des investissements dans les infrastructures rurales et l'économie rurale, et des politiques décentralisées des gouvernements et des organisations agricoles sont indispensables à un véritable développement rural. Pour des pays comme le Vietnam et le Portugal, de tels investissements, notamment dans l'irrigation, ont été prioritaires (N. Duc Trieu, Lemétayer, Machado, Devisch).
3. Le rôle des organisations professionnelles agricoles (OPA) est largement sous-estimé. Elles peuvent aider les producteurs à exploiter les opportunités commerciales (Machado, Kiriro). Les paysans ne peuvent pas agir de façon individuelle, en particulier lorsqu'il s'agit de renforcer leur pouvoir de négociation aux différents niveaux des filières commerciales. L'OPA est la meilleure voie pour moderniser l'agriculture et prendre en charge la vulgarisation agricole (N. Duc Trieu). Les OPA peuvent participer, sous forme de joint-ventures, dans la recherche agricole et dans les entreprises de transformation ou de fourniture d'intrants agricoles (N. Duc Trieu). Les agriculteurs et leurs organisations doivent aussi participer à l'élaboration des politiques, en particulier à celle des politiques agricole et de développement rural (Bonou).
4. Les organisations de (petits) agriculteurs veulent mieux coordonner la défense de leurs intérêts communs, et désirent réaliser un nouveau projet d'intégration internationale qui soit solidaire et durable (Tortelli). Il est indispensable de faire appel à la solidarité des organisations agricoles du « Nord » envers leurs homologues du « Sud » afin d'amener les gouvernements à adopter des mesures

concrètes concernant la libéralisation du commerce agricole. Ces organisations ne doivent pas pour autant renoncer à leurs logiques et intérêts propres (Lopez).

5. les marchés agricoles ne sont pas des marchés libres : les agro-industries provoquent des distorsions sur ces marchés. Que peut-on espérer des organisations para étatiques ? Que peut-on attendre de la privatisation, de la dérégulation et de la libéralisation ? L'Uruguay a payé au prix fort l'ouverture de ses frontières : le pays a subi la dévaluation du Brésil (1999) et de l'Argentine (2002). Nous devons condamner le « double » discours sur la libéralisation des échanges des dirigeants politiques des pays développés (Lopez). La libéralisation tue toujours un paysan quelque part (Lemétayer). Les paysans ont besoin de renforcer leur pouvoir de négociation commerciale (Machado). Seuls les agriculteurs organisés sont en mesure d'y arriver (Tortelli, Bonou). Les prix sur le marché international sont extrêmement volatiles, et les pays en développement sont les premiers à souffrir de cette volatilité (Lemétayer, Devisch).
6. Que peut-on attendre des gouvernements ? Nous leur rappelons qu'ils ne peuvent pas soumettre l'agriculture et le vivant au secteur privé et au marché : le rôle des gouvernements est d'assurer (1) des échanges équilibrés entre acteurs économiques et une concurrence équitable (Trapp, Doornbos), (2) une recherche agricole et une vulgarisation appropriées (Bonou, Fall), (3) la viabilité des communautés rurales, (4) l'accès à la terre et à l'éducation pour tous (Tortelli, Bonou). Cependant, très souvent, les positions des gouvernements dans les négociations internationales ne reflète pas les intérêts de la majorité de la population, des agriculteurs et de leurs familles (Tortelli, Diallo, Fall, Lemétayer, Doornbos). Les agriculteurs des OPA ne sont pas autorisés à participer directement aux négociations : seuls les gouvernements le sont, c'est pourquoi nous devons nous organiser (Lemétayer). En particulier depuis que d'autres organisations, moins représentatives, comme les ONG, ont un accès très facile aux médias (Doornbos).
7. Nous avons besoin de marchés, nous avons besoin de concurrence équitable, nous avons besoin de l'Organisation mondiale du commerce et nous avons besoin d'accords agricoles à l'OMC, mais les règles commerciales doivent être adaptées aux différentes situations agricoles dans les pays. Nous devons défendre les spécificités de nos agricultures et la spécificité « agri-culturelle » (Lemétayer, Machado, Fall, Diallo). Le rythme comme les modalités des réformes doivent coïncider avec la capacité de chaque pays à mettre en place un programme de soutien spécifique aux agriculteurs (Montemayor). La protection de l'agriculture dans les pays en développement doit être autorisée pour promouvoir le développement rural et la sécurité alimentaire (Bonou). La Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne pourrait être adaptée à un certain nombre de pays en développement (Devisch, Fall, Lemétayer).
8. Des mesures à court terme s'imposent. L'agriculture est vulnérable. Les chutes de prix, que nous vivons dans plusieurs secteurs comme le coton, exigent un soutien immédiat et direct aux agriculteurs (Fall, Diallo).
9. Les négociations commerciales se concentrent presque exclusivement sur les interventions étatiques sur les marchés, sous l'hypothèse (incorrecte) que seules ces interventions faussent les marchés agricoles (Tortelli, Diallo, Kiriro). L'impact de la forte concentration et des monopoles dans l'agro-industrie est fortement sous-estimé (Doornbos, Kiriro, Devisch). Tout dumping doit être évité. Mais le dumping n'est pas simplement lié aux subventions aux exportations et soutien interne aux agriculteurs, il est le résultat structurel d'un secteur agricole où les entreprises transnationales ont le pouvoir de fixer et de contrôler les prix (Doornbos, Devisch).
10. A long terme, toutes les formes de subventions aux exportations doivent être éliminées (Montemayor). Les politiques de soutien à l'agriculture, comme celles du coton dans l'Union européenne et aux Etats-Unis, entraînent une baisse des cours internationaux qui a un impact direct sur le niveau des revenus et le niveau de vie des agriculteurs d'Afrique de l'Ouest (Fall, Doornbos). Les agriculteurs appellent les gouvernements à respecter les règles de l'OMC et se mobilisent pour dénoncer les illusions du libre-échange (Fall, Diallo, Doornbos, Devisch). Des mesures de protection, contre une concurrence déloyale et pour la sécurité alimentaire, sont justifiées, mais doivent viser spécifiquement les groupes sociaux les plus vulnérables (Tortelli, Devisch).
11. Le soutien interne aux agriculteurs des pays développés, et le fait que l'on tiendra compte du développement rural et de la multifonctionnalité dans les politiques agricoles, constituent un danger supplémentaire pour les pays en développement (Lopez, Montemayor). L'OMC n'a pas encore été bénéfique pour les pays en développement. Pour que l'OMC soit utile, nous devons faire accepter nos

objectifs et nos échéances. Cela ne sera pas facile : les pays développés ont besoin de temps pour progresser (Diallo, Tortelli, Lopez).

12. Nous attachons beaucoup d'importance aux politiques monétaires (Lopez). La surévaluation de la monnaie nationale facilite les importations (de denrées agricoles), mais a aussi une influence négative sur les revenus des agriculteurs (Bonou).

Ignace Coussement
IFAP DCC Coordinator
Managing Director AgriCord